DROITS DE PROPRIÉTÉ ET BIENS ENVIRONNEMENTAUX

Gérard BRAMOULLÉ

Professeur de sciences économiques à l'Université d'Aix-Marseille III

L'écologie a longtemps été conçue comme une science naturelle étudiant les rapports des êtres vivants avec leur milieu. Cette conception originelle est aujourd'hui dépassée. Les écologistes eux-mêmes la considèrent comme trop réductrice et leur présence sur la scène politique n'est pas le moindre signe du changement de contenu de l'écologie contemporaine. Désormais, il s'agit moins d'étudier les rapports de l'homme à la nature, que de déterminer les rapports des hommes entre eux quant à l'usage qu'ils font de la nature. L'écologie devient ainsi une science humaine à part entière que d'aucuns qualifient « d'écologie politique ».

Le parallèle avec l'économie politique est de plus en plus net. L'écologie politique se confond même avec l'économie politique lorsqu'elle étudie de façon positive ou normative les actions et interactions humaines face aux raretés environnementales. Elle n'est alors qu'une économie politique particulière, celle qui traite des biens et des services environnementaux. Cette consubstantialité explique pourquoi l'écologie reproduit le clivage de l'économie opposant les partisans d'un constructivisme coercitif orchestré par l'État — l'écologie dirigée — aux partisans d'un ordre naturel fondé sur la propriété privée et les échanges volontaires — l'écologie de marché. Les courants écologistes existants en Europe relèvent le plus souvent de la première catégorie, alors qu'il est possible et sans doute plus adapté de défendre l'environnement par une extension des droits de propriété aux biens environnementaux. Des droits de propriété exclusifs et librement transférables sur une ressource permettent à leurs détenteurs d'en faire le meilleur usage ; ils constituent un moyen de résolution des conflits qui naissent lorsque plusieurs individus veulent faire un usage différent d'une ressource commune ; ils permettent par leur échange volontaire la naissance d'un marché et donc la régulation des raretés par le systèmes de prix.

En fait le droit de propriété est au centre du débat entre écologie dirigée et écologie de marché. Pour la première il est la cause des problèmes environnementaux, alors que pour la seconde il en est la solution.

I. — LA MISE EN CAUSE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ

Dans son ouvrage d'éco-philosophie (« Le Contrat naturel », Ed. François Bourin, Paris 1990), significatif des idées dominantes en la matière, Michel Serres fait du droit de propriété « la source culturelle de la pollution ». L'origine de ce droit serait « *stercoraire et excrémentielle* » l'homme, comme les animaux, marquant sa propriété en « conchiant » les objets qu'il s'approprie. Le danger écologique proviendrait de « notre exclusive appropriation des choses » car « la propriété se termine en destruction ». De même pour Antoine Waechter « nous n'avons pas à accepter comme une fatalité, comme une donnée invariable des mécanismes d'appropriation de la planète qui mettent l'humanité en péril » (Cf. « Dessine-moi une planète », Ed. Albin Michel, Paris 1990). Ces mises en causes du droit de propriété renouvellent les condamnations du capitalisme et de l'économie de marché dont les mécanismes n'ont pas de vertu particulière sans droits de propriété exclusifs et librement transférables. Le programme commun de la gauche (1972) était particulièrement clair à cet égard : « La pollution de l'eau et de l'air la dégradation de la nature et de villes les embouteillages et le bruit pèsent de plus en plus sur les conditions de vie de la population. Ces phénomènes ne sont pas des fatalités liées au progrès technique au développement industriel et à l'urbanisation, le système capitaliste en porte la responsabilité ».

Au-delà de l'idéologie, l'argument se veut essentiellement économique en s'appuyant sur les défaillances de l'économie de marché (A) ; mais il a aussi une conséquence juridique en incitant le droit public à être dominant en matière d'environnement (B).

A. — *Le Marché défaillant*

Les dégradations de l'environnement seraient en effet une illustration des défaillances inhérentes à l'économie de marché. Ces défaillances ont un nom savant : externalités négatives (ou effets externes négatifs). De façon générale une externalité est une relation économique entre agents — un coût ou un bénéfice — qui n'est pas prise en compte par le (prix de) marché. Ainsi un agriculteur qui entretient bien son verger fait bénéficier son voisin apiculteur d'une externalité positive sans pouvoir toujours en exiger une contrepartie (une compensation) monétaire. De même un industriel qui déverse des produits toxiques dans une rivière en amont d'une société de pêche fait supporter à celle-ci une externalité négative qui elle aussi ne sera pas nécessairement compensée.

Dans ce dernier cas, existe un coût environnemental qui n'est pas intégré dans le prix du produit de l'industriel. Le prix de marché de ce produit sera donc inférieur à ce qu'il devrait être et ses consommateurs pareils à des passagers clandestins, en bénéficient sans en payer le « vrai » prix. En outre le prix ne correspondant pas au « véritable » coût marginal la situation n'est pas efficace (optimale au sens de Pareto). Il appartiendrait alors à l'État d'intégrer ces coûts environnementaux non monétaires, en corrigeant les prix de marché par des taxes compensatoires ou d'édicter des réglementations interdisant les processus de fabrication générant ces coûts.

Cette logique interventionniste mérite cependant d'être nuancée à plus d'un titre. D'une part, elle ne prend pas en compte le coût de l'intervention de l'État qui

peut excéder l'avantage procuré par l'internalisation de l'effet externe (Cf. les travaux de l'école du « public choice »). D'autre part la notion d'efficacité (d'optimum) qui justifie cette internalisation est soumise à critique. Comme le souligne Murray Rothbard (Cf. « Économistes et charlatans », *Les Belles Lettres*, Paris 1991) l'efficacité dans un monde incertain est plus un mythe qu'une réalité, sauf à considérer que seuls les accords volontaires l'atteignent. Enfin, et c'est le plus important pour notre propos, cette logique a été démontée par l'école des Droits de propriété et les travaux de Ronald Coase (1).

Ces travaux montrent en effet que l'externalité est un phénomène à caractère réciproque : les défenseurs de la nature sont tout autant des « pollueurs » de l'environnement de l'industrie que les industriels des « pollueurs » de l'environnement naturel. Les uns et les autres convoitent une ressource rare à des fins alternatives et, dans la mesure où chacun est prêt à payer pour l'usage de cette ressource, il n'y a aucune raison pour que l'intérêt des uns, l'emporte *a priori* sur l'intérêt des autres. La notion d'externalité conforte peut-être le principe du « pollueur-payeur » mais son caractère de réciprocité ne lui permet pas de désigner sans ambiguïté qui doit être le payeur. De plus, et ceci explique cela, l'externalité n'est pas une fatalité technique ou économique, mais la conséquence d'une difficulté d'ordre juridique : l'absence de droits de propriété clairement établis. Comment déterminer qui doit payer quoi, quand on ne sait pas qui détient quoi ?

Les coûts environnementaux ne sont des externalités que lorsque la propriété de l'environnement n'est pas (ou mal) définie. A l'inverse, il suffit que le droit précise le propriétaire d'un bien environnemental pour que le coût d'usage de ce bien par un tiers cesse d'être non marchand. Il est significatif que les domaines de l'environnement où l'analyse en termes d'externalités s'applique le plus, tels que l'air et l'eau, sont justement les domaines où la propriété privée n'a pas été admise. Plus qu'une défaillance du marché l'externalité est ainsi un déficit de droit.

Un tel constat ne doit pas surprendre. La remontée des problèmes au niveau juridique découle simplement du fait que les mécanismes de marché ne trouvent tout leur sens qu'en s'appuyant sur des droits de propriété privée. Malheureusement le déficit de droit à l'origine des problèmes environnementaux n'a pas été comblé par une extension de la propriété privée, mais par le recours au droit public.

B. — *Le droit public dominant*

Sous l'Ancien Régime, et même sous l'Empire (Cf. art. 544, c. civ.), dans la lignée de la tradition juridique romaine de *l'immisso*, les problèmes de pollution étaient traités comme des violations de propriété. Le juge civil gérait ces conflits conformément aux règles dégagées par la jurisprudence, engageant la responsabilité civile des citoyens en cas de plainte de leurs voisins. Ce traitement était conforme à la définition de la pollution qui signifie profanation, viol, agression, et qui n'a pas de sens sans atteinte à un droit de propriété. Refuser d'analyser la pollution comme un dommage à la propriété d'autrui, à commencer par la propriété de chacun sur son propre corps, fait perdre tout contenu objectif à cette notion. S'il est possible de se « polluer » soi-même, il devient possible de justifier toute

(1) Cf. R. Coase (1960), « The Problème of Social Cost », *The Journal of Law and Economics*, octobre.

immixtion dans la sphère de chacun, et de qualifier de pollueurs tous ceux qui font des choses que l'on n'aime pas.

Ces positions « propriétaires » ont connu, à partir du 19^e siècle, une double dérive. D'une part, sous l'influence des idées saint-simoniennes, la doctrine des tribunaux a évolué, arbitrant de plus en plus, au nom d'un prétendu intérêt général, en faveur des intérêts industriels contre les droits individuels. Ainsi, dans de nombreuses affaires où des compagnies de chemin de fer avaient provoqué des dommages, les juges ont progressivement pris fait et cause pour ces compagnies au détriment de la protection des propriétés individuelles, et au nom des impératifs du développement économique. Un exemple américain célèbre est celui de la compagnie New York Central qui, ayant provoqué un incendie dévastateur dans la ville de Syracuse, a été déchargée de tout droit à réparation par un tribunal sous prétexte que l'indemnisation aurait provoqué sa mise en faillite. Plus près de nous, les propriétaires fonciers riverains de la voie ferrée Aix-Gap ont connu, à l'époque des locomotives à vapeur, des difficultés pour se faire indemniser des incendies provoqués par les flammèches rejetées des chaudières. Et jusqu'à l'an dernier, le régime d'indemnisation retenu en France pour cause de TGV ne prévoyait rien pour le dédommagement des nuisances subies par les riverains non expropriés, ... c'est-à-dire ceux qui se situaient au-delà de 15 mètres de rail ! D'autre part, sous l'influence d'une vision angélique de l'État, conçu comme l'arbitre supérieur des conflits individuels et le détenteur exclusif du Bien Commun, le juge civil a été petit à petit dépossédé de sa gestion des problèmes d'environnement. La loi et la réglementation se sont substitués à la tradition et à la jurisprudence, et le droit public au droit civil.

Le droit de l'environnement laisse aujourd'hui une place infime au droit civil, secondaire au droit pénal, mais écrasante au droit administratif. Dès lors, le droit de propriété s'efface devant un droit d'opportunité défini par les autorités publiques au grès des circonstances politiques et au vu de considérations bureaucratiques. Certains principes de ce droit public, tel que celui de l'intangibilité de l'ouvrage public, mais surtout son mode d'élaboration, n'apparaissent pas favorables au respect de l'environnement. Analysant l'attitude des tribunaux administratifs et du Conseil d'État en la matière, le professeur F. Caballero souligne « une soumission du droit aux intérêts économiques et sociaux, d'où il résulte que les chances de l'environnement sont inversement proportionnelles aux intérêts en jeu ».

En fait, les atteintes à l'environnement ne sont plus jugées, mais administrées par l'État. Les textes, comme les polices spéciales » s'additionnent : avec presque 200 lois et un millier de décrets, sans compter des décisions européennes, la réglementation française en matière d'environnement est si volumineuse que l'on n'a hésité à en faire un code ! Un aspect inquiétant de cette orientation, est que c'est moins l'agresseur d'un droit individuel qui est sanctionné, que celui qui déroge à la réglementation. L'important n'est plus la pollution en elle-même mais le non respect des prescriptions étatiques, ce qui peut conduire à des situations paradoxales. On sait par exemple que l'une des causes d'émissions industrielles de mercure est la fabrication de petites piles boutons, représentant 8 tonnes de mercure. En 1987, un entrepreneur privé a eu l'idée simple d'organiser un ramassage des dites piles afin de les retraiter. 20 tonnes de piles étaient ainsi récupérées par an, dont les deux tiers retraités dans une usine conçue à cet effet, et unique en son genre. Pourtant, cette usine fut fermée par l'administration ... en application d'un règlement sur la pollution ! Les avantages environnementaux du retraitement des piles, quoique plus importants que les inconvénients du non-respect du règlement, n'ont pas empêché la décision administrative de fermeture.

A l'inverse, si une agression n'est pas reconnue comme telle par le droit public, l'agresseur ne voit plus sa responsabilité civile mise en jeu par l'appareil judiciaire. Comment, en effet, considérer comme un dommage donnant droit à réparation la pollution provenant d'une activité dûment autorisée (non interdite) par l'autorité publique ?

Au-delà des atteintes aux libertés individuelles, l'extension du droit public environnemental, conséquence de la mise en cause du droit de propriété, n'apporte pas vraiment de réponse satisfaisante aux problèmes écologiques. Cette extension n'a pas empêché la montée des périls ; au contraire, les exemples abondent d'effets pervers d'une réglementation publique qui entrave les choses au lieu de les améliorer. Aussi n'est-il pas étonnant que ces limites de l'écologie dirigée aient engendré des réflexions cherchant à en inverser la logique.

II. — LA MISE EN PLACE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ

A l'inverse des idées dominantes, des « environnementalistes de marché », tels que John Baden ou Richard Stroup aux États-Unis, Henri Lepage ou Max Falque en France, développent une logique propriétaire qui fait de l'attribution des titres de propriétés un outil essentiel de la résolution des problèmes environnementaux. Pourquoi cette nouvelle approche (A), et comment peut-elle être mise en place (B) sont les deux questions auxquelles il est nécessaire de répondre.

A. — Pourquoi cette nouvelle approche ?

Les raisons des échecs de l'écologie dirigée sont multiples, et certaines ont déjà été évoquées. La réglementation publique est élaborée par les hommes de l'État, qui ne peuvent la fonder sur des évaluations correctes, c'est-à-dire conformes aux préférences des agents. Ces préférences sont par nature subjectives et doivent être exprimées, révélées, pour que leur quantification monétaire (par exemple le coût) soit valable. Or, en substituant les réglementations aux prix, les hommes de l'État se privent du moyen de révélation des préférences individuelles que constitue le marché. Leurs évaluations ne traduisent que la seule subjectivité des décideurs politico-administratifs, et non celle des individus composant une communauté. Or, l'analyse économique de la politique et celle de la bureaucratie, en décodant la rationalité des hommes de l'État, ont pu mettre en évidence la logique des effets pervers de la réglementation : horizon limité par les échéances électorales, influence des groupes de pression, création de rentes ; aversion excessive pour le risque, surproduction réglementaire, trop faible évolution des textes, etc. Ces effets pervers, désormais bien connus, expliquent en partie les échecs de l'écologie dirigée. Ils sont la conséquence d'une conception erronée des externalités qui en fait plus une défaillance du marché qu'un déficit de droit de propriété.

Pourtant, bien avant Ronald Coase, Aristote avait déjà signalé que « ce qui appartient à tout un chacun est le plus négligé, car tout individu prend le plus grand soin de ce qui lui appartient en propre, quitte à négliger ce qu'il possède en commun avec autrui » (« *La Politique* », livre II, Ch. 3). Dans le même esprit, Garrett Hardin détaillait, en 1968, « The tragedy of the Commons », c'est-à-dire

cette tragique destruction de la ruralité médiévale anglaise due à la pratique des « vaines pâtures » (2). L'auteur montre que lorsqu'un pâturage est accessible à tous, chaque berger a intérêt à faire paître le plus possible de bétail sur ce territoire commun, d'où une surexploitation dont la ruine est la conséquence finale. Cette logique des « vaines pâtures » est générale : un bien libre, dont la propriété n'est pas définie, pas ou mal défendue, conduit chacun à épuiser la ressource avant qu'un autre ne le fasse à sa place. Elle s'applique naturellement aux biens environnementaux. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause des pillages, des pollutions et des sous-valorisation de l'extraordinaire potentiel de richesses que représentent les océans ; et ce n'est pas en les qualifiant « d'héritage commun de l'humanité », comme le fait l'ONU, que l'on s'attaquera à la racine du mal. Au contraire, on la perpétue. Il en est de même pour les animaux sauvages en voie de disparition : ils n'appartiennent à personne, alors qu'aucun animal approprié, domestique ou pas, n'est menacé d'extinction. Il est significatif qu'en France, là où le gibier est considéré comme *res nullius* la capacité cynégétique s'effondre, ce qui n'est pas le cas dans les départements de l'Est ayant conservé le droit allemand, ni dans les chasses privées, où le gibier appartient aux propriétaires fonciers. En dépouillant les petits propriétaires (moins de 20 hectares non clos) de leur droit de propriété sur le gibier, au profit de tous les habitants de la commune, la loi Verdeille de 1964 sur la chasse a amorcé l'enchaînement de la tragédie des « vaines pâtures ».

Les baleines, les phoques, les ours, les éléphants, etc. souffrent du même enchaînement. Vouloir l'éviter par l'édiction de quotas de chasse ou l'intervention pure et simple n'est qu'une illusion. Ces mesures n'ont rien arrangé : l'interdiction de la chasse aux phoques a provoqué une surpopulation génératrice de nouvelles maladies qui sont en train de les décimer ! De même, la prohibition du commerce de l'ivoire, en élevant le prix de ce produit, favorise la contrebande et l'instauration d'un marché noir de l'or blanc.

Il paraît plus logique, pour éviter la ruine de ces « biens » environnementaux, de revenir à la tradition aristotélicienne et de mettre en place des droits de propriété.

B. — Comment mettre en place cette logique ?

En premier lieu, il convient de préciser que les droits de propriété qu'il s'agit d'instaurer, sont des droits de propriété privée et non de propriété publique. Celle-ci n'a pas les vertus patrimoniales de celle-là. La gestion politico-administrative publique de l'environnement est moins efficace qu'une gestion patrimoniale privée parce que les hommes de l'État chargés de gérer les biens publics n'ont pas d'indicateurs pertinents. Ils ne peuvent ni les valoriser sur un marché, ni tirer profit de leur gestion, ni être sanctionnés en cas de perte de valeur. Leur responsabilité réelle n'est pas engagée et la compétence des experts n'est pas un garde fou suffisant contre l'arbitraire de la bureaucratie et l'opportunisme de la politique. Pourtant, là encore, l'appropriation publique à finalité écologique a été présentée comme une panacée. En France, cette forme d'appropriation s'est développée à partir de la notion « d'espaces naturels protégés ». Parcs nationaux,

(2) Hardin G., « The Tragedy of the Commons », *Rev. Science*, vol. 162, 1968.

réserves naturelles, forêts publiques, acquisitions du conservatoire du littoral, sites classés, zones ND des plans d'occupation des sols et acquisitions de périmètres sensibles constituent des « protections fortes » présentées dans le bilan annuel de l'écologie d'État comme « la condition du développement durable et même de la survie de notre civilisation » ! (Cf. « L'état de l'environnement », 1990, publié par le ministère du même nom). L'exemple des parcs nationaux et de leurs devoirs suffit à falsifier cette affirmation et montre les limites de la protection publique.

Ainsi, en 1979, après une lutte de 20 ans des écologistes, la vallée des Merveilles (Mercantour) a été déclarée Parc National, et ses propriétaires privés expropriés. Mais sa protection a été moins assurée par la propriété publique que par la propriété privée. Ouverte au grand public, cette vallée a connu un trafic incessant de voitures et de randonneurs, et subi de graves dégradations affectant la faune, la flore, ainsi que les gravures laissées sur les rochers par les premiers hommes qui ont fait sa réputation. Les dégâts ont été tels, qu'il a fallu fermer le parc au public, faute de pouvoir entretenir une armée de gardes, ... jusqu'à ce qu'un original propose d'instaurer des visites payantes, solution qui a finalement été adoptée en 1991, et qui aurait sans doute été découverte plus rapidement si la propriété n'avait pas été publique.

Cette histoire se retrouve, à des degrés divers, dans tous les parcs nationaux ainsi que dans les espaces publics à l'étranger. Richard Stroup et John Baden ont montré comment la propriété publique a été à l'origine des incendies qui ont ravagé la moitié du plus grand parc américain, celui de Yellowstone (3).

Ce qui est en cause dans la propriété publique, c'est plus l'aspect étatique que l'aspect collectif. Des associations privées ont en effet montré qu'une gestion patrimoniale organisée en commun de grands espaces était d'une protection plus efficace pour l'environnement qu'une gestion étatique. Ainsi, dans le nord de l'État du Maine, aux confins du Québec et du nouveau Brunswick, vingt propriétaires ont constitué le « North Main Wood Association », association à but non lucratif, chargée d'organiser l'accès au public d'une forêt de plus d'un million d'hectares, soit une superficie équivalente à celles des Alpes de Haute-Provence et du Vaucluse réunis. Un droit de péage pour les visiteurs a été établi, d'autant mieux accepté que la recette est affectée à la gestion du milieu. Avec ces sommes, plus celles résultant de l'exploitation forestière, l'association a mis sur pied des emplacements de camping, le ramassage des ordures, l'édition de guides, ainsi qu'un programme d'information environnemental du public. Au total, des services rendus aux visiteurs, et une qualité de l'environnement meilleurs que ceux des parcs publics ... sans qu'il en coûte un sou aux contribuables non intéressés par cette forêt.

En ce qui concerne les animaux en voie de disparition, l'appropriation privative correspond à une stratégie d'adoption qui peut prendre des formes diverses. L'histoire nous fournit des exemples étonnants de cette stratégie. Ainsi, aux 12^e et 13^e siècles, l'eider était un canard très recherché pour son duvet (*duum* en islandais), utilisé dans la fabrication des édredons (*eiderduum*). Dès 1281, en Islande où nichaient ces oiseaux, les fermiers inquiets de la baisse de la population des eiders, ont précisé des droits de propriété, notamment sur les zones de nidification. Ceci les a conduit à lutter contre le braconnage et les prédateurs naturels, à développer des nids artificiels, à éviter la surexploitation et, finalement, à protéger

(3) J. Baden et R. Stroup, *Bureaucracy vs. Environment*, Ann Arbor, 1981, et J. Baden et D. Leal, *The Yellowstone Primer*, Pacific Research Institute for Public Policy, San Francisco, 1990.

l'espèce toujours prospère. De même le seul endroit d'Afrique où les éléphants ne se dépeuplent pas est l'Afrique du Sud ... qui a autorisé l'appropriation privative de ces animaux que les hommes gèrent avec l'attention qu'ils accordent à leur propre patrimoine. Les sociétés occidentales n'ont pas le privilège de cette réussite : lorsqu'ils commencèrent à vendre des peaux de castors aux blancs, les indiens Montagnais du Labrador se partagèrent géographiquement la propriété des castors afin d'éviter leur extermination par l'exploitation.

De même, en plein désert du Sahel, une image satellite de la NASA mit un jour en évidence une tâche verte de forme pentagonale. Sur le terrain, on découvrit qu'il s'agissait d'un enclos de quelques 100 000 hectares, séparé des zones ouvertes aux nomades par une barrière. Dans cet enclos, comme ailleurs, il y a du bétail, mais ses propriétaires ont imaginé de diviser l'enclos en 5 secteurs, dont un seul est pâturé chaque année. Sans barrière, c'est-à-dire sans propriété privée, ce retour à la vie du désert n'aurait pas été possible.

Les exemples d'appropriation qui viennent d'être présentés correspondent à des schémas traditionnels « terriens », de mise en œuvre du droit de propriété qu'il est a priori difficile d'appliquer lorsqu'il s'agit de l'eau ou de l'air. Pourtant, avec un peu d'imagination, et grâce aux progrès de la technique, la protection « propriétaire » de l'environnement peut aussi concerner ces éléments naturels. Ainsi, le marquage par isotope des poissons, et leur repérage par satellite, permettent d'envisager des titres de propriété sur les animaux marins, ce qui est expérimenté au Canada pour les Belugas, et à Monaco pour une baleine : il suffit d'acheter des actions représentatives d'un droit de propriété sur ces animaux pour participer à leur protection. La « privatisation » des océans ne peut, à l'évidence prendre la forme de celle des continents — sauf pour les zones côtières où se développent les fermes marines —, mais la technologie permet d'innover dans la mise en place de la logique propriétaire (comme le codage ou le câblage ont facilité l'émergence de télévisions privées). Même pour l'air, cette logique est applicable à travers la définition de « droits d'usage » comme l'illustre l'exemple américain des « bulles atmosphériques ».

Il s'agit de placer une bulle imaginaire autour d'une zone géographique (en général industrielle), dans laquelle est défini un montant global maximum d'émissions nocives. Ce montant correspond au seuil de pollution de l'air à partir duquel il y a un danger pour la santé des hommes (pollution = agression). S'il n'existe qu'un établissement industriel sous « la bulle », celui-ci doit respecter le maximum global d'émissions globales autorisé, mais il est libre d'arbitrer entre ses différentes sources d'émissions et peut même revendre son potentiel non utilisé à d'autres entreprises désireuses de s'installer sous la bulle. S'il existe plusieurs établissements et que le maximum d'émissions est atteint, une nouvelle installation n'est acceptée que si le supplément d'émissions que celle-ci occasionne est compensée par une réduction du volume d'émissions d'un ou des établissements déjà installés. Une centaine de « bulles » de ce type ont été mises en place aux États Unis, notamment en Californie, où l'achat de la location de « crédits d'émissions » sont devenues choses courantes. De véritables Bourses d'échanges et de crédits, animées par des spécialistes de l'échange des droits se sont créées. Ainsi, la Standard Oil de l'Ohio a pu construire un port pétrolier en rachetant les crédits d'émissions de plusieurs teintureriers industrielles ; General Motors a construit son usine d'Oklahoma City en achetant les crédits de quatre réservoirs de pétrole brut ; et la première usine de Volkswagen aux États Unis a été construite en échange des vapeurs du goudron des routes de Pennsylvanie.

Tous ces exemples illustrent le fait que la mise en place de droits de propriété sur les biens environnementaux peut être une solution à nombre de problèmes d'environnement. Il serait dommage qu'un *a priori* idéologique contre la propriété privée ou qu'une emprise trop forte de l'administration, empêche l'utilisation d'une technique de gestion des raretés vieille comme le monde, et qui a fait ses preuves dans d'autres domaines que celui de l'écologie.

Gérard BRAMOULLÉ